

ADMINISTRATION PORTUAIRE DE ST. JOHN'S



RAPPORT ANNUEL

sur l'administration de la

Loi sur la protection des renseignements personnels

pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023

RAPPORT ANNUEL
sur l'administration de la
Loi sur la protection des renseignements personnels
pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023

1. Introduction

L'Administration portuaire de St. John's (APSJ) a été créée en vertu de la Loi maritime du Canada (LMC), qui a reçu la sanction royale le 1er mai 1999. Cette loi abrogeait la Loi sur la Société canadienne des ports de 1983.

La mission de l'APSJ est de fournir des services portuaires de qualité, innovants et efficaces qui favorisent le commerce, la croissance régionale et la réussite provinciale.

L'objet de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la Loi) est de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

Le présent rapport est préparé conformément à l'article 72 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les rapports annuels sont déposés devant le Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi*.

Le présent rapport couvre l'exercice financier allant du 1er avril 2022 au 31 mars 2023. Aucune demande n'a été reçue en vertu de la *Loi* durant la période visée.

2. Structure du bureau de la protection des renseignements personnels

La responsabilité du traitement des demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* incombe au président-directeur général (PDG), qui veille au respect de la loi.

Administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* : l'APSJ compte un effectif de 13 employés. Le PDG est le coordonnateur. Il est appuyé par un représentant et un agent. Notre institution connaît bien les procédures de traitement des demandes en vertu de la Loi.

3. Arrêté de délégation

Le coordonnateur de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est le PDG, M. Sean Hanrahan, qui dirige notre institution. Il n'y a eu aucune autre délégation établissant les pouvoirs, les tâches et les fonctions de l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le PDG veille à ce que les demandes soient traitées conformément aux dispositions de la *Loi*.

4. Résultats

L'APSJ n'a reçu aucune demande pendant l'exercice financier allant du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

Le Rapport statistique 2022-2023 de l'APSJ sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, qui fournit des données statistiques concernant les demandes reçues par l'Administration, est joint au présent rapport.

Aucune tendance identifiable n'a été établie, car l'APSJ n'a jamais reçu de demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

5. Formation et sensibilisation

Au cours de la période de déclaration 2022-2023, le personnel responsable de l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (AIPRP) a participé aux activités suivantes : réunion de la communauté de l'AIPRP le 9 juin 2022 ; mise à jour des instruments de politique de l'AIPRP le 4 août 2022 ; réunion des communautés de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et réunion sur les priorités en matière d'accès à l'information le 25 janvier 2023 ; participation à la série d'études approfondies du Bureau de développement de la communauté de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels : articles 67 et 67.1 de la LAI - Infractions, le 30 mars 2023 ; et participé aux séances d'accueil des nouveaux professionnels de l'AIPRP, le 7 mars 2023.

6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives de l'institution

Aucune politique ou procédure connexe n'a été modifiée ou mise en œuvre pendant la période visée.

7. Initiatives et projets visant à améliorer la protection de la vie privée

Aucune initiative ni aucun projet n'a été entrepris au cours de l'année. Un bilan des options possibles est prévu pour la période à venir.

8. Principaux enjeux et mesures prises relativement à des plaintes

Aucune plainte ou aucun enjeu principal n'a été reçu, soulevé ou traité pendant la période de déclaration.

9. Atteintes substantielles à la vie privée

Aucune atteinte à la vie privée ne s'est produite durant la période visée. Aucune atteinte substantielle à la vie privée n'a donc été signalée au Commissariat à la protection de la

vie privée du Canada ni au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Division de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels) au cours de la période de déclaration.

10. Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP)

L'APSJ n'a reçu aucune demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et, par conséquent, n'a entrepris aucune EFVP, et n'a invoqué aucune exception ni cité aucune exclusion pendant la période visée.

11. Communication de renseignements dans l'intérêt public

Aucune communication de renseignements dans l'intérêt public n'a été effectuée aux termes de l'alinéa 8 (2) m) de la *Loi* au cours de la période de déclaration.

12. Surveillance de la conformité

L'APSJ n'a jamais reçu de demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ; la surveillance du délai de traitement des demandes ne s'applique donc pas.



Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution:

St. John's Port Authority

Période d'établissement de
rapport :

2022-04-01

au

2023-03-31

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

1.1 Nombre de demandes reçues

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la Loi	0
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la Loi	0

1.2 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
68(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

3.4 Format des documents communiqués

Papier	Electronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	0	0	0	0	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	0

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal			Autres
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	
0	0	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e	Alinéa 8(2)m	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

Nombre de prorogations prises	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution			15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution	
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)		Externe
0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution			15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution	
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)		Externe
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada		Autres organisations		Nombre de pages à traiter
	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter	
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
Nombre d'ÉFVP modifiées	0

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Crés	Supprimés	Modifiés
Spécifiques à l'institution	36	0	0	0
Centraux	0	0	0	0
Total	36	0	0	0

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles	0
---	---

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

12.1 Coûts répartis

Dépenses		Montant
Salaires		\$300
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$300

12.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.002
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.002

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.